

dans la région du Golfe même, avec notamment la dernière initiative sur la sécurité et la paix dans le Golfe et l'océan Indien. Ces initiatives sont elles-mêmes alimentées par une série d'efforts diplomatiques, et notamment la récente visite d'un responsable soviétique à Téhéran, tout cela afin de couper l'herbe sous les pieds de l'administration américaine et de contrer ses visées menaçantes et ses objectifs militaires. On peut dire que l'Union soviétique a obtenu un progrès tangible à ce niveau. Mais le plus important est sans doute que la direction soviétique mène une politique « indépendante » favorisée par l'absence d'un leadership global du mouvement arabe de libération nationale auquel se rattacherait la politique soviétique dans la région. Nul doute que cette politique indépendante est affermie par la position mondiale de l'Union soviétique en tant que grande puissance qui possède différentes cartes dans son jeu. Il faut dire aussi que son autorité de grande puissance et son efficacité sont appuyées par son effort déterminé de rendre son poids au bloc socialiste et au front mondial anti-impérialiste.

La dynamique enclenchée par la direction soviétique suivant les principes que nous avons dits a des effets considérables. Il ne serait pas exagéré de dire qu'il y a depuis quelque temps une contre-offensive soviétique contre la mainmise monopoliaire des États-Unis dans la région. Il importe peu à cet égard que la contre-offensive se développe à partir de la marge étroite où avait été confiné le rôle soviétique depuis quelques années. Prenant forme dans une politique active, qui passe notamment par l'établissement de relations à tous les niveaux possibles avec chaque État arabe, la dynamique soviétique constitue, en contrepoint de la pente descendante de la situation arabe et de la période de gestation difficile que traversent les forces révolutionnaires arabes, un levier externe en attendant le renouvellement des acteurs arabes.

Le plus important est que cette dyna-

mique ne retient pas de recettes toutes faites. Ce qui la caractérise même, c'est qu'elle traduit un pragmatisme soviétique conscient des intérêts effectifs de l'URSS et des différents niveaux de ses relations régionales. Nul doute qu'elle restaurera progressivement les relations arabo-soviétiques sur la voie de la construction de l'alliance stratégique arabo-soviétique dans le cadre de rapports de forces différents à l'avenir.

Mikhaïl Gorbatchev est ainsi en train de proclamer que la mainmise américaine sur la région n'est pas une fatalité. (...)

Nasir al-AS'AD  
Bayrut al-Masâ'. 22 juin 1987.

## L'IDÉOLOGIE DE LA DÉFAITE OU LA DÉFAITE DE L'IDÉOLOGIE

La défaite de 1967 annonçait un séisme. En fonction de la loi de « l'efficacité révolutionnaire du désastre », les intellectuels arabes et, avec eux, de larges secteurs de la rue, ont prédit que la cuisante défaite qui tel un séisme avait ébranlé l'être arabe aurait effectivement dans un avenir supposé proche l'effet d'un séisme. Le désastre de 1948 avait produit force lézardes et transformations dans la vie politique de la société arabe. La défaite de 1967, qui paraissait incommensurablement plus terrible, devait alors nécessairement abattre la structure de la société arabe en tant que telle pour la reconstruire du tout début.

Pourtant, vingt ans après la défaite « cataclysmique », il n'est pas difficile de constater que la structure de la société arabe reste en place. Elle ne s'est pas lézardée, rien en elle ne s'est fissuré, par même le toit que constitue son expression idéologique.

L'être arabe, violemment frappé par le choc de 1967 n'a pas mûri pour se transformer en conscience et, à plus forte raison, en conscience critique.

Jusqu'à aujourd'hui, la plus large partie de l'intelligentsia arabe reçoit la défaite de

1967 émotivement, et non rationnellement. En forçant un peu l'expression, on pourrait dire qu'elle l'a perçue et la perçoit encore en poésie et non en prose.

La défaite de juin qui a engendré beaucoup de poètes créateurs n'a pas donné — et pas plus qu'elle, son pendant, la guerre de 1973 — un seul romancier. Si l'on excepte deux ou trois ouvrages, et notamment *l'Autocritique après la défaite* de Sâdiq Jalâl al-'Azm et *la Défaite et l'Idéologie défaite*, de Yâsin al-Hâfiz, la plupart de ce qui a été écrit sur la défaite et sur les deux guerres de 1967 et de 1973 appartient davantage à la prose journalistique qu'à une approche critique et cognitive. Et même dans le domaine de la prose journalistique, il n'y a pas dans la bibliothèque arabe de pendant au livre israélien sur les négligences publié au lendemain de la guerre de 1973 et qui s'attaquait à la critique interne plutôt que de déverser sa colère sur l'extérieur pour rejeter sur l'« *impérialisme* » — c'est-à-dire les Soviétiques pour Israël — la responsabilité de la surprise préparée par les armées égyptiennes et syriennes au matin du Yom Kippour.

La carence de la conscience critique qu'était censée produire la défaite de 67 reste encore plus manifeste au niveau idéologique qu'au niveau culturel. L'idéologie arabe présente semble s'être donné pour seule fonction de digérer la défaite plutôt que de la disséquer. Dans un premier temps, l'idéologie arabe s'est contentée de se laver les mains de la défaite et d'en rejeter la responsabilité sur les armées régulières arabes ou sur les régimes arabes. Puis elle s'est lancée à la recherche d'issues de secours soit dans le passé, en instituant l'adoration de l'héritage classique, soit vers l'avenir en instituant l'adoration de la démocratie.

La fuite est donc le signe particulier de l'idéologie arabe présente. Elle peut se radicaliser à gauche ou dévier à droite. Elle peut se lancer en avant ou faire machine arrière. La seule chose à laquelle elle ne veut pas s'arrêter, c'est le point

central, la réalité arabe qui a produit la défaite et qui continue à la reproduire, avec une couverture théorique contradictoire, qui a tantôt un slogan large et naïvement utopique, « *la libération de la Palestine* », et tantôt un slogan étriqué et grossier dans son réalisme, « *l'effacement des conséquences de l'agression* ». La première voie de fuite, nous l'avons dit, c'est la stratégie des mains lavées. Faire supporter la responsabilité de la défaite de juin aux armées régulières et par suite aux régimes arabes revient à ignorer une évidence, à savoir que les armées et les gouvernements sont les produits de la société elle-même et ne sont pas plaqués de l'extérieur.

Il est vrai que ce sont les armées qui combattent, mais c'est la société dans son ensemble qui tranche la question de la victoire ou de la défaite. Nul doute qu'il y a dans les batailles des hasards et des chances, mais les guerres sont déterminées infiniment plus par les mécanismes de la société que par les surprises du champ de batailles, ses tactiques et ses aléas.

La guerre de 1967, commencée dans la surprise du côté israélien s'est achevée sur une défaite terrible dans le camp arabe. Quant à la guerre de 1973, commencée par une surprise du côté arabe, elle ne s'est pas achevée en une défaite pour les Israéliens. Dans les deux cas, il est indispensable d'en rechercher la cause, non dans la tête de pont qu'est l'armée elle-même, mais dans le support et le soutien que constitue la société en tant qu'ensemble.

C'est le prolongement dans la société des armées régulières arabes qui est mis à mal, même si les remparts externes, en l'occurrence les armées, sont les premiers à se briser.

Nul doute que les armées assument une lourde responsabilité, d'autant que la société — pauvre à l'origine — dépense pour elles sans compter, non seulement dans les limites de ses besoins, mais bien davantage au-delà des limites de la raison. Mais comme a dit Nasser dans son mes-

sage au congrès des étudiants arabes aux États-Unis réuni le 27 août 1963 : « *Les armées nationales, si leur force ne réfléchit pas une réalité sociale solide et forte, deviennent dans le meilleur des cas une écorce d'acier qu'il est facile de briser. Les armées acquièrent une réelle efficacité si leur puissance est plus profonde que l'écorce d'acier, si la force des blindages est tirée de la force de la réalité sociale et de ses capacités.* »

Naturellement, par cette analyse et cette articulation, la responsabilité de Nasser ne fait que grandir. Nasser n'était pas seulement le chef de l'armée, mais aussi le chef de la société. Mais, quelle que soit la place qu'on peut ou qu'on doit assigner à Nasser en particulier dans l'évaluation des responsabilités — c'est là un aspect purement historique de la question —, l'idéologie arabe contemporaine, en insistant pour inventer un clivage entre les armées régulières et les régimes arabes d'une part et la société arabe d'autre part, et en s'aveuglant de la sorte, assume la plus grande responsabilité dans la non-maturation de l'être arabe et sa cristallisation dans une conscience. Car la conscience est une capacité d'éveil, Et ce n'est pas par la fuite et l'anesthésie qu'elle peut se laisser endormir.

Jusqu'au 5 juin 1967, le retard arabe était susceptible d'être masqué ou maquillé. Tant qu'Israël était « *le produit de l'impérialisme* », « *l'enfant de l'Amérique* », nous n'étions pas confrontés à un nain négligeable, à une poussière d'étoile, mais à un géant. Ce gigantisme attribué à l'État sioniste nous servait de justification à nos propres yeux, excusant notre impuissance à lui arracher la victoire dans quelque guerre ou dans quelque bataille que ce fût.

Si la défaite de 1967 a pris la forme d'une « catastrophe », ce n'est pas seulement pour la vitesse foudroyante avec laquelle elle a eu lieu, ni parce qu'elle a touché trois fronts tombés comme les feuilles d'automne, mais aussi parce qu'elle a été le résultat d'une confrontation

strictement arabo-israélienne, d'une confrontation où les Arabes étaient des Arabes et les Israéliens des Israéliens. Et cela, contrairement à la guerre de 1956 par exemple, où les Israéliens n'avaient combattu sur terre qu'après que les Français et les Britanniques leur eurent assuré la maîtrise du ciel et de la mer. Certes, la propagande arabe a tenté, en 1967, de gonfler le rôle du *Liberty* le navire-espion américain, mais les masses arabes sont restées instinctivement sur leur conviction que la victoire dans la guerre des Six Jours était israélienne et que la défaite était une défaite arabe, malgré l'importance des facteurs étrangers qui peuvent avoir joué dans cette victoire et dans cette défaite.

Si les Israéliens avaient triomphé à partir d'une position d'égalité, la défaite arabe n'aurait pas eu ce caractère amer insupportable. Mais c'est l'armée d'un État de moins de trois millions d'habitants qui a vaincu les armées de trois États regroupant plus de quarante millions d'habitants. Et de plus, les armées défaites étaient celles des États de la ligne de front, c'est-à-dire de ceux qui n'ont cessé pendant vingt ans de consacrer une très large partie de leur budget aux dépenses militaires.

C'est là justement que la défaite était insupportable. En mettant à nu le retard arabe, sans la moindre justification extérieure. Cette prise de conscience de la relation directe entre la défaite et le retard arabe fut à son tour douloureuse, cuisante. Et comme avec toute douleur insupportable, l'intelligentsia arabe, productrice de l'idéologie arabe, s'en alla chercher un calmant. Dans un premier temps, le sédatif est venu de la gauche. Il avait nom « *guerre populaire de libération* ». Et comme ce calmant traduisait une relation psychotique avec la réalité, ses modèles étaient pris non dans une expérience proche et tangible comme la guerre de libération algérienne, mais dans une expérience lointaine, abstraite et sans adéquation avec la réalité de la confron-

tation arabo-israélienne comme l'expérience vietnamienne. Et comme pour tout calmant, il devait arriver un moment où l'effet de l'anesthésie cesse quand la douleur, elle, persiste.

L'intelligentsia arabe, productrice de l'idéologie arabe, s'est alors mise à la recherche d'un autre sédatif. Cette fois, elle l'a trouvé à droite. C'est ainsi qu'après « *la guerre de libération populaire* », s'est mis en place le culte du « *retour à l'héritage classique* ». Cette nouvelle expression est encore en usage aujourd'hui, et prend de plus en plus une forme psychotique. L'occupation israélienne maintient la Cisjordanie et le Golan sous sa botte et qu'elle couvre de son ombre le Sinaï « *libéré* », maintenu sans armes et sans souveraineté véritable ; la poigne israélienne continue de porter des coups tantôt loin à l'est en frappant le réacteur nucléaire irakien, tantôt encore plus loin, à l'ouest, en frappant le quartier général de l'OLP à Tunis ; les forces de « *défense* » d'Israël envahissent le Liban pour y ouvrir un quatrième front permanent, assiéger sa capitale et la bombarder pendant des mois sans répit, obliger les Palestiniens et de nombreux autres Arabes à la quitter ; pendant ce temps, l'intelligentsia arabe insiste plus que jamais pour jouer à l'aveuglement, délaissant toute approche de la réalité, se noyant et avec elle son public dans un discours brumeux, à l'effet de morphine, qui demande à l'héritage ancien ce qu'il ne peut pas donner, c'est-à-dire de prendre sa place dans la confrontation avec notre ennemi, d'abattre avec ses odes et ses vieux manuscrits les avions, de changer par procuration notre réalité, alors que nous avons été avertis, par cet héritage même, que « *Dieu ne change rien chez un peuple tant qu'il n'a pas changé ce qui est en lui-même* ».

(...)

Cette maladie infantile, qui est par définition la maladie de l'immaturation, gouverne aussi les positions d'une fraction, aujourd'hui assez large, de l'intelligentsia, par rapport à la question de la démocra-

tie. La démocratie apparaît, dans l'idéologie arabe, dominante, comme un mot de passe qui seul peut nous ouvrir l'accès à l'époque. C'est pourtant l'inverse qui pourrait être vrai : le jour où nous entrerons de plain-pied dans cette époque, nous pourrions seulement trouver la démocratie qui en est sans conteste l'un de ses trésors les plus précieux.

(...)

Georges TARABICHI  
*al-Hiwâr* (Paris), 5 juin 1987.

### UN PROJET DE LOI AMÉRICAIN CONTRE LE PEUPLE PALESTINIEN

La question qui s'est posée quand on a commencé à parler d'une conférence internationale pour le règlement de la crise du Moyen-Orient était : qu'y a-t-il de nouveau dans la position américaine ? Il a semblé que Washington montrait une certaine bonne volonté à l'égard d'une idée longtemps combattue dans le passé. Certains optimistes ont été jusqu'à dire que les États-Unis exerceraient des pressions sur le gouvernement de coalition en Israël de manière à convaincre la fraction récalcitrante ou de pousser à une dissolution de la Knesset en soutenant Shimon Pérès et son parti, considérés comme plus proches de la nouvelle position américaine. Rien de tout cela ne s'est produit. Après avoir échoué à obtenir l'assentiment du gouvernement israélien à l'idée d'un « *parapluie international* » destiné à couvrir des pourparlers bilatéraux avec les voisins arabes, et après avoir également échoué à provoquer la dissolution de la Knesset, Pérès s'est envolé pour Washington où il a reçu un accueil tiède. Le secrétaire d'État en a traduit la tonalité en affirmant que son pays n'entendait pas intervenir dans les affaires intérieures d'un pays allié.

Voilà pour la partie visible de l'iceberg. Cependant, il est établi que Washington, malgré le changement partiel dans sa position, manœuvrait pour gagner la confiance